



Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

Renforcer la capacité de la communauté à prendre part aux processus du Fonds mondial

ÉTUDE DE CAS



Renforcer la capacité de la communauté à prendre part aux processus du Fonds mondial



ÉTUDE DE CAS

Introduction

En 2015, le NSWP a facilité cinq jours d'ateliers sur le Fonds mondial, en partenariat avec les réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe.¹ L'objectif des ateliers régionaux et globaux était de renforcer la capacité des réseaux et des organisations dirigés par des travailleurSEs du sexe², de les familiariser avec les processus du Fonds mondial et de faciliter leur accès à ces processus dans l'objectif d'encourager la participation significative des travailleurSEs du sexe aux dialogues nationaux. L'étude de cas de NSWP a pour but de documenter l'impact qu'ont eu ces ateliers.³

Des travailleurSEs du sexe participent à un atelier sur le Fonds mondial au Népal.



© APNSW

En 2015, NSWP avait organisé, d'une part un atelier global dans l'objectif de former 11 experts communautaires régionaux à comprendre le fonctionnement du Fonds mondial, et d'autre part cinq ateliers régionaux pour former 94 experts communautaires nationaux. Les ateliers avaient pour objectif d'une part de former des experts communautaires régionaux et nationaux à faciliter les ateliers nationaux de renforcement des capacités pour une meilleure compréhension du Fonds mondial, et d'autre part d'aider les experts communautaires nationaux à mettre en œuvre des plans d'action dans les pays pour une meilleure participation au Fonds mondial.

En 2016, les experts communautaires régionaux, soutenus par les experts communautaires nationaux, ont facilité une série d'ateliers dans 18 pays. Suite à ces ateliers, ils ont également aidé à mettre en œuvre diverses activités en apportant une assistance technique virtuelle. Dix-huit des 34 pays ayant participé aux premiers ateliers sur le Fonds mondial en 2015 ont reçu une forme de soutien pour agir au niveau national. Ces 18 pays ont pu mettre en œuvre diverses activités grâce au financement du RCNF-GF en 2016.

1 Pour plus d'information sur le Fonds mondial et sa structure, veuillez vous référer au « Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial » de NSWP disponible à <http://www.nswp.org/fr/ressource/le-guide-fute-des-travailleuses-du-sexe-sur-le-fonds-mondial> (consulté pour la dernière fois le 22 février 2017).

2 Note du traducteur : Dans ce document la forme féminine est délibérément ajoutée au masculin du substantif « travailleur » ainsi qu'à d'autres substantifs, adjectifs, déterminants et participes passés de façon à ne pas rendre les femmes « invisibles » sachant qu'il est reconnu que la majorité des travailleurs du sexe sont des femmes. Cette décision n'a pas pour but d'exclure les travailleurs du sexe, hommes ou transgenres, mais d'inclure au contraire une majorité, tout en restant stylistiquement cohérent et lisible.

3 Réseau mondial des projets sur le travail du sexe, 2015, The « Global Fund Workshop Case Study » disponible en anglais sur le site <http://www.nswp.org/ressource/the-global-fund-workshop-case-study> (consulté pour la dernière fois le 22 février 2017).



Ces ateliers se concentraient sur les besoins des travailleurSEs du sexe dans ces différents pays. Certains experts communautaires régionaux ont par la suite organisé des réunions avec les travailleurSEs du sexe et ont apporté une assistance technique virtuelle à un niveau national et local dans le but d'améliorer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer de façon significative aux processus du Fonds mondial. Lucy, par exemple, qui fait partie de l'Alliance des travailleurSEs du sexe du Malawi, siège à l'instance de coordination nationale depuis de deux ans. Avant de rencontrer les experts communautaires régionaux en Afrique, Lucy ne pouvait pas participer pleinement à l'instance de coordination nationale. Grâce à l'assistance technique virtuelle qu'elle a reçue des experts communautaires régionaux, Lucy est mieux préparée pour proposer les changements nécessaires au sein de l'instance de coordination nationale afin que les revendications des travailleurSEs du sexe soient prises en compte par l'instance de coordination nationale du Malawi.

Mick Matthews, le responsable principal des programmes de NSWP, a été embauché par NSWP en 2015 pour mettre en œuvre le programme de renforcement des capacités pour une meilleure participation au Fonds mondial, pour élaborer les ateliers et fournir l'assistance technique. Il a travaillé pour le Fonds mondial en tant que responsable chargé de relations avec la société civile pendant sept ans et demi, de 2005 à 2012. Il a pu, grâce à ses relations au sein du Fonds mondial, faciliter le travail de NSWP et de ses membres.

En 2016, le responsable principal des programmes de NSWP a fourni une assistance technique approfondie à tous les réseaux régionaux pour une meilleure compréhension du fonctionnement du Fonds mondial, a préparé des documents sur les thèmes clés, a rédigé 18 documents d'information en soutien aux experts communautaires régionaux, a apporté une assistance technique aux pays, et participé au comité d'approbation des subventions en tant que membre de la délégation des communautés.

Dans la présente étude de cas, NSWP rend compte du rôle de son responsable principal des programmes en ce qui concerne le renforcement des capacités des experts

communautaires régionaux et nationaux ainsi que des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ; elle rend aussi compte de la participation des travailleurSEs du sexe aux processus du Fonds mondial.

Historique

Le Fonds mondial est un des plus importants organismes de financement du dépistage, du traitement et des soins en matière de VIH, de tuberculose et de paludisme. Il s'agit d'un partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les personnes touchées par au moins une des trois maladies. Le Fonds mondial ne met pas en œuvre de programmes sur le terrain mais finance les gouvernements et les organisations dans les pays éligibles. Le Fonds mondial alloue des fonds à plusieurs bénéficiaires principaux dans chaque pays qui, à leur tour, distribuent ces fonds à des sous-bénéficiaires.

Les travailleurSEs du sexe sont touchés par le VIH de façon disproportionnée et sont reconnus par le Fonds mondial comme étant une population clé. En 2016, le Fonds mondial a adopté l'Outil de mise en œuvre pour les travailleurSEs du sexe (SWIT) comme directive normative internationale pour les programmes qu'il finance. Cet outil prévoit que les programmes de prévention, de traitement et de soins en matière de VIH doivent se faire dans le respect des droits humains et être approuvés par la communauté.

Le Fonds mondial ne peut pas financer directement les organisations communautaires. Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ne sont ainsi pas souvent impliquées de façon significative dans les processus du Fonds mondial, ce qui leur permettrait pourtant de recevoir des financements vitaux pour la mise en œuvre de programmes destinés aux travailleurSEs du sexe qui sont dirigés par des travailleurSEs du sexe.

La stigmatisation, la discrimination et la criminalisation des travailleurSEs du sexe contribuent à les exclure des processus nationaux ou du moins à les marginaliser. C'est pour cette raison que les organisations doivent participer de façon proactive à ces processus et s'assurer que les programmes de lutte contre le VIH incluent des programmes dirigés par des travailleurSEs du sexe.



Des travailleurSEs du sexe participent à un atelier sur le Fonds mondial au Kenya.

Objectif

Le rôle des experts communautaires régionaux est de renforcer la capacité des experts communautaires nationaux, de leur apporter leur soutien et de renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial. Cela permet de garantir que les travailleurSEs du sexe sont impliqués de façon significative dans le développement de programmes destinés aux travailleurSEs du sexe, dans le respect des droits humains, et que ces programmes sont inclus dans les demandes de financements adressées au Fonds mondial. Cela permet également de garantir que les travailleurSEs du sexe sont impliqués de façon significative dans les prises de décisions, dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes financés par le Fonds mondial.

Les stratégies pour atteindre les objectifs

- 1 Le responsable principal des programmes de NSWP a aidé les experts communautaires régionaux à acquérir l'expérience nécessaire pour pouvoir partager leurs connaissances et apporter leur soutien aux travailleurSEs du sexe et aux organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe.
- 2 Le responsable principal des programmes de NSWP a rédigé 18 documents expliquant aux experts communautaires régionaux le fonctionnement du Fonds mondial.
- 3 Ces documents ont été réutilisés par les experts communautaires régionaux pour assister les experts communautaires nationaux et les aider dans leurs rapports avec l'instance de coordination nationale, le comité qui soumet les demandes de financement au Fonds mondial pour le compte du pays. Chaque document faisait entre 8 et 12 pages.
- 3 Le responsable principal des programmes de NSWP a relu les propositions de programmes destinés aux travailleurSEs du sexe qui devaient être incluses dans les demandes nationales de financement au Fonds mondial, fait des suggestions et guidé les membres de NSWP pendant les négociations.
- 4 Le responsable principal des programmes de NSWP a élaboré un atelier de trois jours – sur le modèle des ateliers globaux et régionaux développés par le NSWP en 2015 qui avaient duré cinq jours – qui a servi pendant les ateliers nationaux qui ont eu lieu en Asie-Pacifique, en Europe central et, en Europe de l'Est et en Asie centrale.
- 5 Le secrétariat de NSWP a apporté son soutien au Fonds mondial pour la promotion de la campagne « I Speak Out Now » pour s'assurer que les membres de NSWP sachent qu'ils peuvent s'adresser au Bureau de l'Inspecteur général en cas d'éventuels problèmes. Ce bureau a pour mission de prévenir la fraude, les abus et les violations des droits humains au sein des programmes financés par le Fonds mondial.



Le consortium des réseaux de travailleurSEs du sexe

En 2015 et 2016, NSWP a développé des ateliers régionaux et globaux sur le Fonds mondial en collaboration avec des réseaux régionaux de travailleurSEs du sexe en Asie (APNSW), en Afrique (ASWA), dans les Caraïbes (CSWC), en Amérique latine (PLAPERTS), et en Europe de l'Est et Asie centrale (SWAN). Dans chaque région, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de chaque pays ont nommé des équipes de trois travailleurSEs du sexe qui ont été formés en tant qu'experts communautaires nationaux. Dix-huit des 34 pays éligibles aux financements du Fonds mondial dans lesquels NSWP et les réseaux régionaux comptaient des adhérents, ont été choisis pour organiser des ateliers nationaux. Les réseaux régionaux ont nommé des travailleurSEs du sexe pour qu'ils/elles soient formés comme experts communautaires régionaux et ces derniers ont à leur tour formé les experts communautaires nationaux. Les experts communautaires régionaux et nationaux ont collaboré pour adapter les programmes des ateliers et garantir qu'ils soient pertinents, et pour faciliter les ateliers nationaux dans chacune de leurs régions respectives.

Résultats

Quantitatifs

En 2015, ces ateliers ont permis de former 111 travailleurSEs du sexe venant de 34 pays différents, 11 experts communautaires régionaux et 94 experts communautaires nationaux dans l'ensemble des cinq régions. Onze experts communautaires régionaux ont suivi une autre formation en 2016.

En 2016, les experts communautaires régionaux ont travaillé avec 252 travailleurSEs du sexe de 18 des 34 pays formés en 2015.

Fin 2016, NSWP a mené une enquête auprès de ses adhérents. Une partie de l'enquête portait sur le Fonds mondial. Un total de 40 adhérents dans 28 pays a répondu à l'enquête, ce qui représente 15 pourcent de l'ensemble des adhérents de NSWP. Parmi ces 28 pays, seulement 16 étaient éligibles aux financements du Fonds mondial. Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous. Seuls les résultats des 16 pays éligibles aux financements du Fonds mondial sont présentés.

QUESTION	RÉPONSE
Votre organisation a-t-elle retiré une expérience positive des processus nationaux du Fonds mondial ?	OUI : 68, 65 % (11) NON : 31, 25 % (5)
Votre organisation a-t-elle retiré une expérience négative des processus nationaux du Fonds mondial ?	OUI : 66, 5 % (10) NON : 37, 5 % (6)
Votre organisation a-t-elle participé au processus de dialogue national du Fonds mondial ?	OUI : 43, 75 % (7) NON : 56, 25 % (6)
Dans votre pays, y a-t-il unE représentantE travailleurSE du sexe qui siège à l'instance de coordination nationale du Fonds mondial ?	OUI : 56, 25 % (9) NON : 43, 75 % (7)
Votre organisation s'est-elle servie du Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial mis à disposition par le NSWP pour son travail de plaidoyer ?	OUI : 68, 75 % (11) NON : 36, 25 % (5)



Qualitatifs

AFRIQUE

En Afrique, il y a trois experts communautaires régionaux : Daughtie Ogutu de l'Alliance africaine des travailleurSEs du sexe (ASWA), Phelister Abdalla de l'Alliance des travailleurSEs du sexe du Kenya (KESWA), et Aimée Furaha de UMANDE. En 2016, elles ont travaillé avec sept pays dont le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, le Sénégal et la Tanzanie.



© KESWA

Des travailleurSEs du sexe participent à un atelier sur le Fonds mondial.

Renforcer la capacité de la communauté à prendre part aux processus du Fonds mondial

ÉTUDE DE CAS : LE SÉNÉGAL

Au Sénégal, une organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe est un sous-réceptaire du Fonds mondial. L'organisation reçoit des financements d'un sous-réceptaire du Fonds mondial, une organisation de lutte contre le VIH dont elle fait partie. « Avant de faire la formation avec Aimée Furaha [expert communautaire régional], nous ne savions pas que nous pouvions prendre directement contact avec le Fonds mondial et participer au développement de la note conceptuelle. Nous pensions que notre contact avec le Fonds mondial ne pouvait se faire que par l'intermédiaire du [sous-réceptaire] » raconte Lala, la coordinatrice de l'organisation.

Le Sénégal est actuellement en train de développer sa note conceptuelle pour 2018, c'est-à-dire sa demande de financement auprès du Fonds mondial. L'organisation en question a demandé au réceptaire principal de leur donner des fonds pour organiser une consultation auprès des travailleurSEs du sexe dans le pays. Cette consultation avait pour objectif de dégager un consensus concernant les revendications des travailleurSEs du sexe. Le 15 février 2017, le réceptaire principal les a informés qu'il voulait bien financer la consultation mais seulement si cette consultation se faisait auprès de toutes les populations clés.

« Il faut organiser des consultations séparées pour chaque population clé, » affirme Lala. « Les populations n'ont pas toutes les mêmes priorités. Si on nous met toutes ensemble, il est impossible de dégager quelles sont les priorités sur lesquelles nous devons nous concentrer. »

L'organisation travaille en collaboration avec Aimée et fait pression sur le réceptaire principal pour que le processus habituel de consultation national soit modifié.

Un des problèmes mentionnés par Lala concerne le financement de leurs activités par le sous-réceptaire. L'organisation de travailleurSEs du sexe soumet régulièrement des propositions budgétaires au sous-réceptaire pour le financement de leurs activités. Selon Lala, ces propositions sont parfois acceptées et parfois rejetées. Lorsque leur proposition est rejetée, le sous-réceptaire ne prend pas la peine de leur expliquer pourquoi. Lorsque leur proposition est acceptée, on ne leur dit pas combien d'argent ils vont recevoir ce qui rend la planification de leurs activités difficile. L'organisation ne sait pas combien d'argent est alloué aux travailleurSEs du sexe et combien est alloué aux autres populations clés. L'organisation travaille désormais en collaboration avec Aimée pour trouver des solutions à ces problèmes.



ÉTUDE DE CAS : LE MALAWI

Lucy fait partie de l'Alliance des travailleurSEs du sexe du Malawi et siège à l'instance de coordination nationale depuis de deux ans. Avant de rencontrer les experts communautaires régionaux en Afrique, Lucy ne pouvait pas participer pleinement à l'instance de coordination nationale.

« Je suis une travailleuse du sexe. Je connais les problèmes que rencontrent les travailleuses du sexe. Mais je ne connais pas ceux que rencontrent les personnes LGBT ou les hommes travailleurs du sexe. Il est donc difficile pour moi de siéger à l'instance de coordination nationale et de représenter toutes les populations clés. » – Lucy, Malawi

Lucy a su par Daughtie Ogutu, une experte communautaire régionale, que l'instance de coordination nationale avait un budget spécialement dédié au remboursement des frais de transport pour les membres qui se rendent aux réunions ou encore pour les aider financièrement pour la collecte d'informations auprès des membres

de la communauté en préparation des réunions. Pourtant, lorsque Lucy en a fait la demande, on lui a répondu qu'il n'y avait pas d'argent disponible. Il est très difficile pour Lucy d'assumer ses responsabilités en tant que membre de l'instance de coordination nationale parce que l'instance de coordination nationale ne lui donne pas toujours assez de temps pour préparer les réunions. « Le Fonds mondial nous envoie beaucoup de documents et je n'ai pas le temps de tout lire. Je n'ai pas toujours accès à Internet. Il est important que je partage ces informations avec les autres travailleurSEs du sexe avant d'aller aux réunions mais je n'ai pas l'argent pour le faire. Je ne peux pas utiliser mes ressources personnelles pour le Fonds mondial, » dit Lucy.

« Il y a une organisation qui a reçu de l'argent pour les populations clés du Malawi mais elle ne travaille pas avec nous et nous ne participons pas au développement ou à la mise en œuvre de leurs programmes. » – Lucy, Malawi



© KESWA

Des travailleurSEs du sexe participent à un atelier sur le Fonds mondial.



ASIE-PACIFIQUE

En Asie-Pacifique, il y a deux experts communautaires régionaux : Kay Thi Win du Réseau Asie-Pacifique des travailleurSEs du sexe (APNSW) et Madame Thuy du Réseau des travailleurSEs du sexe du Vietnam (VNSW). En 2015, NSWP et APNSW ont formé des travailleurSEs du sexe de plusieurs pays dont le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Thaïlande, le Vietnam et le Pakistan.

En 2016, les experts communautaires régionaux Kay Thi Win et Madame Thuy ont travaillé avec le Népal, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Thaïlande et le Vietnam pour développer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux. Elles ont également facilité un atelier régional auquel ont participé 11 travailleurSEs du sexe du Bangladesh, d'Inde, du Népal, du Sri Lanka et du Pakistan.

« APNSW a pour projet d'offrir ce type de formation dans les langues locales des pays. Les participants à ces ateliers deviendront à leur tour facilitateurs d'ateliers de formation dans les pays. »

KAY THI WIN

Pendant les formations dispensées dans les pays, APNSW a aidé chaque pays à développer un plan d'action pour travailler avec le Fonds mondial.

Grâce à la mise en œuvre des plans d'action dans les pays :

- Les travailleurSEs du sexe népalaisEs ont participé au développement de la note conceptuelle et au plan de stratégie national du Népal en matière de VIH.
- Les travailleurSEs du sexe de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont participé au développement de la stratégie nationale du Fonds mondial et espèrent participer au développement de la note conceptuelle, une fois qu'il aura commencé.
- Les travailleurSEs du sexe vietnamienNEs du Réseau des travailleurSEs du sexe du Vietnam ont participé au développement de la note conceptuelle.



Des travailleurSEs du sexe participent à un atelier sur le Fonds mondial au Népal.



Des travailleurSEs du sexe participent à un atelier sur le Fonds mondial au Népal.

ÉTUDE DE CAS : LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les travailleurSEs du sexe n'ont pas eu beaucoup l'opportunité de participer au Fonds mondial. De nombreuxSEs travailleurSEs du sexe ont raconté au personnel de APNSW que les travailleurSEs du sexe sont considérés comme étant « peu éduqués » et n'ayant « ni la capacité ni les compétences » requises pour participer à l'instance de coordination nationale. Cela se manifeste par l'absence de représentation et de participation des travailleurSEs du sexe au sein de l'instance de coordination nationale.

Une personne représentante de l'instance de coordination nationale, ayant participé à la formation, s'est présentée comme la représentante des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale. Les membres de la communauté ne reconnaissaient pas le rôle de cette personne comme représentante des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale et avaient le sentiment qu'elle ne défendait

pas leurs intérêts. De nombreuxSEs travailleurSEs du sexe ont contesté son rôle de représentante des travailleurSEs du sexe, notamment parce qu'elle n'avait pris la peine de consulter les travailleurSEs du sexe de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

De nombreuxSEs travailleurSEs du sexe pensaient que Cathy, qui s'occupe de diriger une organisation de travailleurSEs du sexe, remplirait bien mieux le rôle de représentante des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale. La représentante de l'instance de coordination nationale a accepté cette prise de position et déclaré que Cathy pourrait participer à l'instance de coordination nationale en tant qu'observatrice. Elle a ajouté que Cathy pourrait aussi devenir membre à part entière de l'instance de coordination nationale. Elle serait reconnue comme la représentante des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale et serait soutenue par les travailleurSEs du sexe.



ÉTUDE DE CAS : LE VIETNAM

Le Réseau des travailleurSEs du sexe du Vietnam (VNSW) compte 52 adhérents et couvre 33 provinces du pays. Dans 15 de ces 33 provinces, des organisations à base communautaire sont financées par le Fonds mondial. D'après Madame Thuy, ces provinces connaissent le Fonds mondial et comprennent son fonctionnement.

En 2016, VNSW a reçu des financements d'APNSW pour qu'ils organisent un atelier sur le Fonds mondial dans le but de former les leaders des travailleurSEs du sexe émergents.

« Nous avons formé 20 leaders de la communauté venant de 20 provinces du Vietnam. » – Madame Thuy

« Nous avons essayé d'inviter des représentants et des travailleurSEs du sexe des provinces où ils avaient déjà une relation avec le Fonds mondial ; cela afin qu'ils s'informent sur le fonctionnement du Fonds mondial. La majorité des adhérents du Réseau des travailleurSEs du sexe du Vietnam connaissent désormais le Fonds mondial. C'est une bonne nouvelle parce que cela veut dire que les travailleurSEs du sexe peuvent participer à l'instance de coordination nationale. » – Madame Thuy

Madame Thuy a été élue à l'instance de coordination nationale en décembre 2016 afin de représenter les intérêts des travailleurSEs du sexe. Avant cela, les travailleurSEs du sexe vietnamiennes n'étaient pas représentées à l'instance de coordination nationale.

« Le plus gros obstacle que nous rencontrons lorsque nous travaillons avec le Fonds mondial, c'est celui du format

des documents [suivi et évaluation]. Les formats que le Fonds mondial utilise sont particulièrement spécifiques et compliqués. Ils changent souvent. Les travailleurSEs du sexe n'ont pas un niveau d'études et d'éducation très élevé. Il est difficile de s'habituer à un format en particulier et de devoir à nouveau s'adapter à un autre lorsqu'il change. Un autre problème, c'est que le Fonds mondial juge le travail que nous faisons en fonction du nombre de personnes séropositives qui sont diagnostiquées. Au Vietnam, les travailleurSEs du sexe ont du mal à obtenir des papiers d'identité parce qu'elles/ils se déplacent beaucoup. La police les arrête souvent et parfois elles/ils n'ont pas de papiers ou ne peuvent pas en avoir. Il leur est difficile d'accéder au traitement sans papiers. Il arrive donc souvent qu'au sein des projets financés par le Fonds mondial, les services dirigés par des travailleurSEs du sexe soient jugés comme n'étant pas assez efficaces. » – Madame Thuy

Après que l'atelier a eu lieu au Vietnam, il a été demandé aux travailleurSEs du sexe qui avaient participé de partager les informations qu'ils/elles avaient reçues avec les membres de leur équipe et de rédiger des documents de synthèse. Ces documents serviront pendant les rassemblements qui ont lieu deux fois par mois dans différentes provinces du pays et qui se font en non-mixité entre travailleurSEs du sexe. Il s'agit de documents informatifs destinés aux travailleurSEs du sexe et qui traitent du Fonds mondial, du dépistage et du traitement des IST, des moyens de se procurer des préservatifs gratuitement, de la manière dont les organisations à base communautaire travaillent avec le Fonds mondial.



© APNSW

Des travailleurSEs du sexe participent à un atelier sur le Fonds mondial au Népal.



CARAÏBES

Il y a deux experts communautaires régionaux dans les Caraïbes : Marlon Taylor de la Coalition des travailleurSEs du sexe de Jamaïque (JSWC) et Miriam Edwards de la Coalition des travailleurSEs du sexe des Caraïbes (CSWC). Marlon et Miriam ont permis la tenue de deux ateliers nationaux pour les travailleurSEs du sexe de Jamaïque et du Guyana.

« Ces ateliers ont permis aux travailleurSEs du sexe de comprendre le fonctionnement du Fonds mondial. Avant ça, ils/elles n'étaient pas en mesure de représenter les intérêts des travailleurSEs du sexe dans leur pays. Elles/ils ne pouvaient pas comprendre le rôle de l'instance de coordination nationale ou de l'instance de coordination régionale. Maintenant qu'ils/elles sont formés, elles/ils sont mieux à même de comprendre comment fonctionne le Fonds mondial. La majorité des membres de l'instance de coordination nationale sont issus des ministères. Ils ne tiennent pas compte des demandes des populations clés. Désormais, elles/ils peuvent défendre leurs revendications directement au niveau de l'instance de coordination nationale. »

MIRIAM EDWARDS, EXPERT COMMUNAUTAIRE RÉGIONAL DES CARAÏBES

Deux travailleurSEs du sexe siègent à l'instance de coordination nationale du Guyana. En Jamaïque, seulE unE travailleurSE du sexe siège à l'instance de coordination nationale.

Les ateliers sur le Fonds mondial qui ont eu lieu en 2015 et la mise en œuvre des activités en 2016 ont permis à davantage de travailleurSEs du sexe de mieux connaître la Coalition des travailleurSEs du sexe des Caraïbes, ce qui est très positif.

« Après les ateliers, plus de gens ont voulu devenir membre de la Coalition. Cela a permis de renforcer notre mouvement dans les Caraïbes. »

MIRIAM EDWARDS

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

Il y a deux experts communautaires régionaux en Europe : Aida Asanbekova de Tais Plus et Nataliia Isaieva de Legalife Ukraine. En 2016, elles ont travaillé avec les travailleurSEs du sexe de Géorgie, du Kirghizistan et d'Ukraine.

ÉTUDE DE CAS : LE KIRGHIZISTAN

Pendant l'atelier facilité par Aida Asanbekova (expert communautaire régional), une des participantes a raconté qu'elle avait vu un des sous-réceptaires du Fonds mondial accompagner la police pendant leurs descentes dans les maisons closes. Pendant ces descentes, le sous-réceptaire du Fonds mondial a obligé les travailleurSEs du sexe à se faire dépister, ce qui constitue une violation des droits humains des travailleurSEs du sexe, comme l'établit l'Outil de mise en œuvre pour les travailleurSEs du sexe (Sex Worker Implementation Tool).⁴

« Cette participante m'a dit que la police détenait les travailleurSEs du sexe et les obligeait à se faire dépister, » a rapporté Aida. Ces descentes de police ont eu lieu en 2015. La participante hésitait à loger une plainte auprès du Bureau de l'Inspecteur général. Les travailleurSEs du sexe qui ont été victimes de ces raids ont fait de leur mieux pour dénoncer cette violation de leurs droits. Elles/ils ont arrêté de travailler avec l'organisation médicale responsable de la violation de leurs droits humains. Aida restera en contact avec cette participante pendant l'année 2017.

Aida et d'autres experts communautaires régionaux dans d'autres régions ont mentionné qu'une des difficultés principales de travailler avec le Fonds mondial résidait dans la complexité du vocabulaire technique utilisé. NSWP a créé le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial dans lequel sont expliquées en détail la terminologie utilisée par le Fonds mondial et les structures de l'organisation.

⁴ OMS, FNUAP, ONUSIDA, NSWP, Banque mondiale et PNUD, 2013, « Mettre en œuvre des programmes complets de VIH/IST auprès des travailleuses du sexe : approches pratiques tirées d'interventions collaboratives » disponible en anglais sur le site : http://www.who.int/hiv/pub/sti/sex_worker_implementation/fr/ (consulté pour la dernière fois le 5 mai 2017).



Nataliia Isaieva, un expert communautaire régional, a mis en place des formations en Ukraine et en Géorgie. En Ukraine, Nataliia a organisé six ateliers dont l'objectif était de renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer au Fonds mondial.

« La grande majorité des travailleurSEs du sexe ne savaient pas qui finançait les projets pour lesquels elles/ils touchaient de l'argent. Elles/ils pensaient touTEs que les programmes étaient financés par l'Alliance de santé publique (Alliance of Public Health) et non pas par le Fonds mondial. »

NATALIIA ISAEVA

Grâce à ce qu'elle a appris avec SWAN et NSWP, Nataliia fait désormais partie du groupe de rédaction de la note conceptuelle. En janvier 2017, personne ne savait encore si l'Ukraine allait rallonger les financements actuels ou si elle créerait une nouvelle note conceptuelle. Les travailleurSEs du sexe, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les usagers de drogues demandent de continuer dans la lignée de la note conceptuelle actuelle et que les programmes soient mis en œuvre par les populations clés. Nataliia continuera à faire valoir les intérêts des travailleurSEs du sexe pendant le développement de la note conceptuelle en 2017.

« Ma priorité pour 2017, c'est de former le plus de travailleurSEs du sexe possible au fonctionnement du Fonds mondial. Il est très difficile de s'opposer au Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH/sida [un des principaux bénéficiaires du Fonds mondial en Ukraine] lorsqu'ils participent à des réunions où les travailleurSEs du sexe sont présentEs. Il est plus facile de leur faire face quand vous n'êtes pas seulE [et que d'autres travailleurSEs du sexe sont présentEs]. »

NATALIIA ISAEVA

Nataliia ne critique pas forcément le travail du Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH/sida. Elle considère pourtant comme un problème que cette organisation parle à la place des travailleurSEs du sexe même lorsque ces dernierÈRES sont présentEs dans la salle.

« Le principal obstacle à l'inclusion de davantage de travailleurSEs du sexe est d'ordre financier. Beaucoup des rencontres qui ont lieu avec le ministère de la santé sont urgentes et nous n'avons pas assez d'argent pour payer le trajet aux travailleurSEs du sexe pour qu'ils/elles puissent assister à ces réunions. »

NATALIIA ISAEVA

En plus du travail que Natallia fait en Ukraine, le responsable principal des programmes de NSWP travaille en collaboration étroite avec Staša Plećaš, la directrice exécutive de SWAN, sur la proposition de financement d'Alliance Ukraine au Fonds mondial. NSWP a fait des suggestions pour la rédaction de la proposition et aidé SWAN à militer pour l'inclusion des travailleurSEs du sexe dans la proposition. Le responsable principal des programmes a examiné chacun des trois projets de texte et pointé les questions fondamentales pour les travailleurSEs du sexe. Grâce aux relations que le responsable principal des programmes de NSWP entretient avec le Fonds mondial, il a pu être en contact avec les gestionnaires de portefeuille du Fonds pendant la phase de travail sur des propositions telles que celles-ci.

En 2017, NSWP travaille en collaboration avec les travailleurSEs du sexe de Géorgie faisant partie de Women for Freedom. Il les aide dans leur travail de plaidoyer avec le Fonds mondial et le plan de transition du Fonds mondial. On ne sait pas très bien si les travailleurSEs du sexe de Géorgie ont été invitéEs aux réunions portant sur le processus de transition ou non. La capacité des travailleurSEs du sexe de Géorgie à participer au Fonds mondial est limitée.



AMÉRIQUE LATINE

En Amérique latine, Miguel Angel Saurin Romero de l'organisation Asociación Civil Cambio y Acción et de PLAPERTS et Karina Bravo de l'organisation Asociación Flor de Azale et de PLAPERTS sont les experts communautaires régionaux. Ils ont travaillé en Équateur et au Pérou pour la mise en œuvre des ateliers et des activités sur le Fonds mondial.

« Pour moi, former les leaders et partager mes connaissances en tant qu'expert communautaire régional est une énorme responsabilité. Nous avons remporté deux victoires en Équateur. La première, c'est que nous avons non seulement acquis une meilleure compréhension des processus du Fonds mondial mais nous avons aussi créé un nouveau leadership dans mon pays [l'Équateur] ; nous avons aussi participé au dialogue national. En Équateur, les travailleurSEs du sexe ont participé aux deux dialogues nationaux qui ont eu lieu. Nous avons réussi à faire valoir les revendications des travailleurSEs du sexe et à faire entendre leurs opinions. »

KARINA BRAVO, EXPERT COMMUNAUTAIRE RÉGIONAL EN AMÉRIQUE LATINE

Grâce aux suggestions que nous avons apportées, nous avons désormais deux travailleurSEs du sexe qui font partie de l'instance de coordination nationale et nous pouvons soumettre des propositions qui respectent les droits des travailleurSEs du sexe. La deuxième victoire, c'est ça : avoir réussi à placer deux travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale. »

KARINA BRAVO

Pour Karina et Miguel, NSWP a été d'une aide indispensable dans leur travail avec le Fonds mondial.

ÉTUDE DE CAS : L'ÉQUATEUR

Grâce au travail des experts communautaires régionaux en Amérique latine, il y a désormais deux travailleurSEs du sexe qui siègent à l'instance de coordination nationale en Équateur. Une des difficultés rencontrées par les travailleurSEs du sexe en Équateur est de réussir à être inclusES dans le plan de transition. L'instance de coordination nationale est décidée à inclure les travailleurSEs du sexe dans toutes les futures propositions de financement mais il est primordial que les travailleurSEs du sexe qui siègent à l'instance de coordination nationale exigent de l'instance de coordination nationale qu'elle rende des comptes aux populations clés.

« Ils se sont engagés à fournir les financements et ils ne peuvent pas se retirer sans nous inclure, » a déclaré Karina. « Nous devons continuer à renforcer nos organisations, en organisant des ateliers et en nous assurant que les projets de travailleurSEs du sexe sont financés. Le Fonds mondial se retire pour la simple raison qu'il n'existe aucune statistique attestant de l'impact du VIH sur les travailleurSEs du sexe. Nous savons que c'est un problème, en particulier chez les travailleurSEs du sexe de rue. Nous avons l'impression d'être

trahiEs par le ministère de la santé parce qu'ils ne font pas leur travail : ce sont eux qui devraient réaliser ces statistiques. »

Chavica est une femme transgenre et une ancienne travailleuse du sexe. Elle a été élue à l'instance de coordination nationale d'Équateur en 2016. Leur première réunion s'est tenue en février 2017. Chavica a rapporté que les travailleuses du sexe n'étaient pas incluses dans le développement de la note conceptuelle. L'organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe dont fait partie Chavica ne reçoit aucun financement du Fonds mondial.

« Nous voulons voir si nous pouvons modifier le contrat pour que les femmes [travailleuses du sexe] soient impliquées. Mon travail avec le Fonds mondial s'est fait par l'intermédiaire du sous-réceptaire du Fonds mondial. Mon organisation n'a pas pu travailler directement avec le Fonds mondial. » – Chavica, membre de l'instance de coordination nationale d'Équateur

En tant que membres de la société civile, « nous ne savons pas de quelle manière le réceptaire principal [...] va mettre en œuvre ses programmes. C'est pour cette raison qu'il est si important que je siège à l'instance de coordination nationale, » dit Chavica.



ÉTUDE DE CAS : LE PÉROU

Au Pérou, l'expert communautaire régional, Miguel Angel Saurin Romero, s'emploie à faire participer les travailleurSEs du sexe de tous les groupes dirigés par des travailleurSEs du sexe au dialogue national du Fonds mondial. Les membres péruviens de PLAPERTS s'emploient également à faire participer unE des travailleurSEs du sexe de PLAPERTS au développement de la note conceptuelle. Grâce aux formations offertes par NSWP et PLAPERTS, Miguel a été invité à participer à une réunion avec le Fonds mondial et d'autres organisations nationales de santé. Cela a été très bénéfique aux travailleurSEs du sexe du Pérou et constitue un premier pas vers une relation solide entre le Fonds mondial et les travailleurSEs du sexe de PLAPERTS.

En ce qui concerne le développement de la note conceptuelle au Pérou, Miguel et d'autres travailleurSEs du sexe péruviennes ont essayé de travailler davantage en collaboration avec les sous-réceptaires des régions côtières. Ils demandent aussi que soit lancée une nouvelle étude de surveillance sentinelle, c'est-à-dire une étude épidémiologique à grande échelle qui examinera la prévalence de la maladie et permettra de collecter des informations sur l'impact du VIH sur les travailleurSEs du sexe. Ces statistiques sont essentielles aux organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe péruviennes.

Enseignement tiré

Un des membres du personnel de l'équipe de gestion des subventions du Fonds mondial, qui avait participé à deux des ateliers régionaux (Afrique francophone et, Europe de l'Est et Asie centrale), a demandé pendant l'atelier francophone que l'équipe de gestion des subventions du Fonds mondial puisse avoir accès aux plans d'action nationaux et régionaux des différents projets, afin que le Fonds mondial puisse soutenir le travail des membres de NSWP dans les régions. Un des experts communautaires régionaux d'Afrique s'était engagé à envoyer le plan d'action régional pour l'Afrique mais cela n'a pas été fait. Cela a été une occasion manquée de renforcer le soutien du Fonds mondial pour les travailleurSEs du sexe dans les pays. Il faudra désormais faire un plus gros effort pour transmettre au Fonds mondial les plans d'action nationaux et régionaux.

Conclusion

Former les travailleurSEs du sexe à comprendre les mécanismes et le fonctionnement du Fonds mondial prend du temps, en particulier lorsque leurs connaissances de départ sont faibles ou même nulles. Cette étude de cas démontre l'intérêt qu'il y a à investir dans le renforcement des capacités des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et des travailleurSEs du sexe. Dans la plupart des pays où NSWP a implanté des programmes de renforcement des capacités pour une meilleure compréhension du fonctionnement du Fonds mondial, un nombre important de travailleurSEs du sexe commencent à avoir les compétences, les connaissances et la formation nécessaires pour s'impliquer de façon significative dans les processus du Fonds mondial. Ces résultats ont été possibles parce que ces programmes adoptent une approche communautaire de développement et de mise en œuvre des ateliers et aussi parce que NSWP et les experts communautaires régionaux ont apporté une assistance technique substantielle.



Le fait que le responsable principal des programmes entretient une relation étroite avec le Fonds mondial et le personnel du Bureau de l'Inspecteur général, et comprend parfaitement les mécanismes de fonctionnement de l'organisation a aussi été un atout inestimable. Grâce aux relations de NSWP, les membres du personnel du Fonds mondial et du Bureau de l'Inspecteur général ont pu partager leurs connaissances avec les travailleurSEs du sexe qui participaient aux ateliers.

Le Fonds mondial est une organisation incroyablement compliquée. Les travailleurSEs du sexe sont en train d'apprendre à en comprendre les mécanismes et à y prendre part. C'est parce que NSWP et les réseaux régionaux ont permis aux travailleurSEs du sexe de renforcer leurs capacités et leur ont procuré une assistance technique qu'elles/ils ont pu acquérir les outils et les connaissances nécessaires pour pouvoir participer efficacement au Fonds mondial et à d'autres processus nationaux. Ce que cette étude de cas illustre, c'est qu'avec le soutien et la formation adéquats, les travailleurSEs du sexe peuvent très bien défendre leurs propres droits. C'est là que réside le véritable intérêt de ce programme.

Il est essentiel que ce programme continue pour que davantage d'organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et de communautés soient formées et que les progrès considérables réalisés jusqu'ici se poursuivent.

Les travailleurSEs du sexe sont une population clé et en tant que telle, elles/ils sont les mieux qualifiéEs pour développer et mettre en œuvre les programmes de lutte contre le VIH qui leur sont destinés. Cette étude de cas démontre qu'il est important de renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial pour garantir que les travailleurSEs du sexe puissent s'impliquer de façon significative, d'une part dans le développement des programmes destinés aux travailleurSEs inclus dans les demandes de financements adressées au Fonds mondial, et d'autre part dans les prises de décision, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes destinés aux travailleurSEs du sexe qui sont financés par le Fonds mondial.



nswp

Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

The Matrix, 62 Newhaven Road
Edinburgh, Scotland, UK, EH6 5QB
+44 131 553 2555
secretariat@nswp.org
www.nswp.org/fr

Le NSWP est une société privée à but non lucratif
et à responsabilité limitée. Société No. SC349355

PROJET SOUTENU PAR :

BRIDGING THE GAPS
Health and rights  for key populations

 **ROBERT
CARR
FUND**
for civil society
networks

Le NSWP fait partie du programme *Bridging the Gaps* : santé et droits pour les populations clés.

Nous travaillons en collaboration avec près de 100 organisations au niveau local et international pour un objectif commun : l'accès universel des populations clés (notamment les travailleursSEs du sexe, la communauté LGBT et les usagers de drogues) à la prévention, au traitement, aux soins et à du soutien approprié en matière de VIH et des IST.

Pour plus d'information (en anglais) veuillez cliquer : www.hivgaps.org.